

8

États touchés par des catastrophes/ conflits et opérations humanitaires vulnérables

PAS DE DEVERSEMENT NON CONTRÔLÉ,
PAS DE BRÛLAGE A CIEL OUVERT

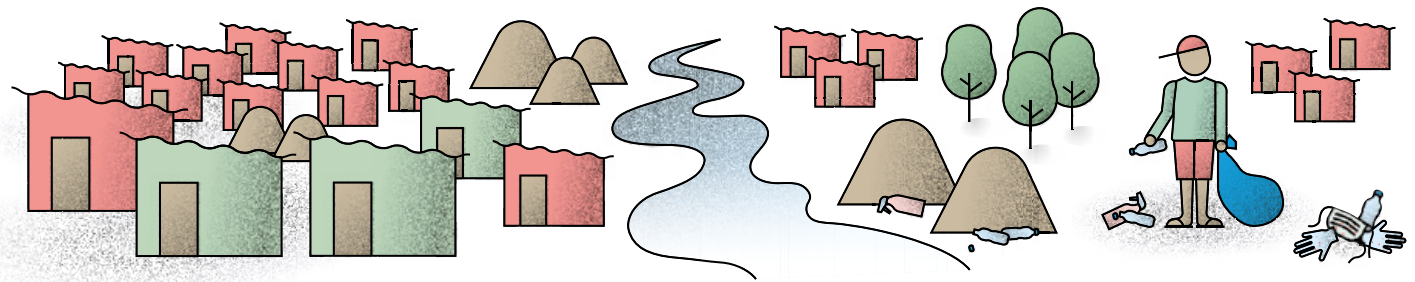
Protéger l'environnement et notre santé

Pour plus d'informations, visitez le site internet unep.org ou contactez Kevin Helps (Chef de l'Unité FEM, Branche des Produits chimiques et de la Santé, PNUE) kevin.helps@un.org

"Nous savons que le virus arrive maintenant dans certains des endroits les moins bien équipés pour y faire face. Une fois sur place il frappera sans doute le plus durement les plus vulnérables, notamment les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées."

Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et Coordinateur des Secours d'urgence

Le problème



Les pays touchés par des catastrophes et des conflits et les opérations humanitaires vulnérables (par exemple, les camps de réfugiés/personnes dispersées à l'intérieur du pays) ayant des capacités limitées, des infrastructures et des ressources médiocres risquent de faire face à d'énormes problèmes en cas de propagation de COVID-19. Le besoin de solutions sûres, efficaces et appropriées pour la gestion des déchets solides et dangereux contaminés augmentera considérablement.

Nombre de ces pays n'étaient déjà pas en mesure d'utiliser les meilleures pratiques pour le traitement des déchets liés aux soins de santé provenant des hôpitaux. L'épidémie actuelle signifie maintenant que les pays doivent également faire face aux déchets ménagers

infectieux. La manière de gérer ce type de déchets dans le contexte des camps et des établissements informels est une source de préoccupation. Le secteur informel de la gestion des déchets comble souvent les lacunes en matière de gouvernance et est généralement composé de certaines des personnes les plus vulnérables (notamment les réfugiés, les migrants, les habitants des bidonvilles et les pauvres des villes) qui sont également les plus exposées au virus, le travail des enfants et les disparités entre les sexes ajoutant au risque pour les secteurs vulnérables de la population.

Dans tous ces contextes, la réponse au COVID-19 doit aller de pair avec la réponse humanitaire et il est nécessaire de veiller à ce que les normes environnementales ne soient pas revues à la baisse.



Dans ce scénario, la gestion des matières infectieuses est souvent limitée à des options de traitement à petite échelle et à faible volume. La pratique consistant à éliminer ce matériel dans des décharges non sécurisées et non aménagées doit être évitée. La combustion à ciel ouvert et/ou le "ramassage des déchets" des matériaux mis en décharge sont souvent courants, ce qui entraîne le rejet de produits chimiques toxiques (dioxines et furannes) ou la propagation possible d'une infection.



Pour les déchets COVID-19, ces solutions d'élimination pourraient représenter un risque élevé de surcharge et d'infection croisée potentielle, et il est impératif de fournir un soutien et des conseils pour aider à élaborer des solutions d'urgence afin de contrer ce risque.

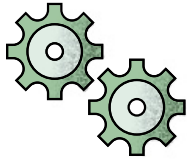


D'autres flux de déchets sont également susceptibles d'être générés par la phase d'intervention COVID-19. Il s'agit notamment d'articles tels que le désinfectant pour les mains, les kits d'hygiène, les masques et les aliments emballés qui remplacent les cuisines de camp. Les déchets supplémentaires résultant de la création/expansion d'abris temporaires ou de barrières pour répondre aux besoins d'isolement doivent également être gérés.



Le COVID-19 est susceptible d'entraîner une perte des moyens de subsistance liés à l'environnement pour les personnes employées dans le secteur informel de la gestion des déchets, avec les implications associées sur la protection, en particulier pour les groupes vulnérables, y compris les femmes et les enfants.

Conseils



Développer immédiatement les meilleures technologies disponibles (BAT), mais plutôt introduire des solutions provisoires moins adaptées mais réalisables pour faire face à l'afflux attendu des déchets dans le cadre du COVID-19. Pour plus d'informations, consultez la fiche d'information sur les technologies.



Bien que ces solutions puissent remédier au problème immédiat des déchets d'une manière plus sûre que la mise en décharge à ciel ouvert, elles doivent néanmoins être considérées comme des solutions à court terme, qui doivent être abandonnées peu après l'événement ou, de préférence, remplacées à plus long terme par des BAT pour l'élimination des déchets améliorées.

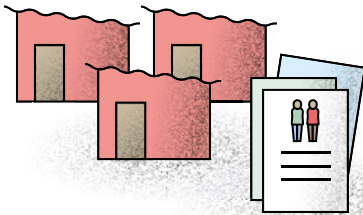


Dans la mesure du possible, une formation et des conseils doivent être donnés afin de maintenir ou de créer des possibilités de subsistance d'urgence ou de remplacement écologiquement rationnelles pour les personnes susceptibles d'être touchées par la pandémie. Ces mesures devraient intégrer des considérations sur la protection des plus vulnérables, notamment les personnes en déplacement, les enfants et les femmes, et les travailleurs informels du secteur des déchets.



Il convient d'envisager la création d'une capacité d'hébergement supplémentaire respectueuse de l'environnement et la reprogrammation des activités humanitaires (cf. les changements dans l'approvisionnement en produits alimentaires et non alimentaires, qui entraînent une augmentation de la production de déchets), en mettant l'accent sur la gestion des flux de déchets associés dans les camps/ environnements de type camp et les établissements informels.

Faits



Le Plan mondial d'Intervention humanitaire COVID-19 identifie les groupes de population les plus touchés et les plus vulnérables dans 65 pays prioritaires. Il s'agit notamment des pays disposant d'un Plan d'Intervention humanitaire, d'un Plan d'Intervention pour les Réfugiés ou d'un Plan d'Intervention multi-pays/sous-régional en cours, ainsi que des pays ayant demandé une aide internationale.

À ce jour, plus de 100 pays signalent la transmission locale de COVID-19. Parmi ceux-ci, 34 pays ont une population de réfugiés dépassant 20,000 personnes (HCR).

La marche à suivre



Le PNUE peut soutenir les États membres et les acteurs humanitaires en fournissant des conseils techniques et des formations sur la gestion des déchets et autres flux de déchets associés au COVID-19, afin de minimiser les impacts négatifs sur la santé, l'environnement et les moyens de subsistance.

Le manque d'investissement et d'accès à une technologie de pointe pour traiter efficacement les déchets médicaux contaminés en mélange posera des défis considérables à la plupart des pays en développement. L'épidémie actuelle de COVID-19 doit être considérée comme une mise en garde:

- Il est urgent de disposer de plus d'infrastructures et de capacités élémentaires pour traiter les déchets médicaux contaminés, conformément aux exigences des Accords multilatéraux sur l'Environnement pertinents.
- Il convient de promouvoir l'Évaluation de la Durabilité des Technologies (Sustainability Assessment of Technologies - SAT) pour identifier et comparer les technologies appropriées en fonction de leurs performances techniques, sociales et environnementales.
- Des ressources financières et des mécanismes de développement de l'infrastructure, ainsi que des orientations sur la création et l'accès au financement devraient être identifiés pour aider les pays.